LE REFERE PRUD'HOMAL

FORMATION DU 17 OCTOBRE 2019

Création et généralisation des référés

- La tradition du référé, procédure rapide et souple, remonte au XVII^{ème} puisque c'est un édit de 1685 et la jurisprudence du Châtelet de Paris qui ont instauré cette procédure pour remédier aux lenteurs de la justice. Cette pratique a été consacrée dans le code de procédure civile en 1806.

Création et généralisation des référés

- Institué à l'origine devant les seuls tribunaux de première instance (devenus les tribunaux de grande instance en 1958), le référé n'a cessé de se développer jusqu'à sa généralisation à l'ensemble des juridictions : tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce, conseil de prud'hommes et même premier président de la cour d'appel..

Création et généralisation des référés

- La réforme de la procédure prud'homale opérée par le décret du 12 septembre 1974 avait doté le conseil de prud'hommes d'un référé tenu par un juge unique comme pour les juridictions de droit commun. L'article R. 515.4 disposait dans ses alinéas 3 et 4 :
- *"Néanmoins, l'assemblée générale du conseil de prud'hommes ou l'une de ses sections peut décider que les audiences de référé seront tenues ou bien par le président du conseil de prud'hommes ou bien par un vice-président ou bien par un conseiller de la section compétente désignée à cet effet ou bien par le juge départiteur."*

Création et généralisation des référés

- Ces dispositions traduisaient une méconnaissance flagrante du principe de la parité et ont fait l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat.
- Par arrêt du 11 février 1977, le conseil d'Etat a considéré que l'article R. 515.4 portait atteinte au caractère paritaire du conseil des prud'hommes tel que défini par le législateur et a annulé les alinéas 3 et 4 de l'article R. 515.4 **devenu l'article R1455-1** du code du travail (Dalloz 75.I.191).

- C'est la loi du 18 janvier 1979 portant réforme de la juridiction prud'homale qui a généralisé la formation de référé en lui donnant un fondement législatif. Le texte voté en première lecture à l'Assemblée Nationale prévoyait la création d'une formation de référé par section, voire par chambre. Le Sénat estimant pour sa part qu'il était inutile de multiplier le nombre de formations de référé, l'amendement présenté par la commission des lois du Sénat a prévalu et a donné l'article L1423-1 (ex art. L. 512.2) du code du travail qui a institué une formation de référé pour l'ensemble de la juridiction (J.O. des débats du Sénat, séance du 12/12/78 p. 4650).

Création et généralisation des référés

- Le décret du 23 novembre 1979 a fixé les conditions essentielles de fonctionnement du référé prud'homal en alignant ses pouvoirs sur ceux jusque là dévolus au président du tribunal de grande instance.
- La réforme de 1979 a instauré une compétence exclusive au profit du référé prud'homal : le président du tribunal de grande instance ne peut plus être saisi en référé des litiges individuels du travail

Les modifications successives

- Depuis la réforme de l'institution prud'homale opérée par la loi du 18.01.79, la procédure de référé a connu 6 modifications :

Les modifications successives

- **Le décret du 8 septembre 1981** portant modification de l'article R1455-4 (ex art. R. 516.32 du Code du travail) a imposé que soit tenue une audience de référé par semaine et a donné la possibilité au président après avis du vice-président de déplacer les audiences et de fixer des audiences supplémentaires.

Les modifications successives

- **Le décret du 15 décembre 1986** a institué une passerelle entre la procédure de référé et la procédure au fond lorsque la demande présente une particulière urgence, avec l'accord de toutes les parties et après avoir procédé elle-même à une tentative de conciliation en audience non publique .
- Cf article R1455-8 du code du travail

Les modifications successives

- **Le décret du 14 mars 1986** portant modification de l'article 490 du code de procédure civile a assujéti les ordonnances de référé au taux de compétence pour l'ouverture des voies de recours (jusque là seul l'appel était la voie de recours ouverte par le Code de Procédure Civile, même si la jurisprudence avait tendance à accepter les autres voies de recours).
- *"L'ordonnance de Référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande.*
- *L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition.*
- *Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours."*

Les modifications successives

- **Le décret du 29 juin 1987** a aligné la compétence du référé prud'homal sur celle du référé civil en permettant d'ordonner **l'exécution d'une obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire**. L'Article R1455-7 (ex art.R. 516.31 al.2) dispose: “ *Dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, la formation de référé peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire*”.

Les modifications successives

- **Le décret du 17 juin 1988** (JO 22/06/88 p. 8249) a apporté une précision quant aux mesures de remise en état.
- L'article R1455-6 (ex art.R. 516.31 al.1) dispose: *“La formation de référé peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent pour prévenir un dommage imminent ou pour faire cesser un trouble manifestement illicite”*.

Les modifications successives

- **Contestation des avis et mesures émis par le médecin du travail**
- **Article R4624-45** (Modifié par [Décret n°2017-1008 du 10 mai 2017](#))
- En cas de contestation portant sur les éléments de nature médicale justifiant les avis, propositions, conclusions écrites ou indications émis par le médecin du travail mentionnés à l'article [L. 4624-7](#), la formation de référé est saisie dans un délai de quinze jours à compter de leur notification. Les modalités de recours ainsi que ce délai sont mentionnés sur les avis et mesures émis par le médecin du travail.
- La formation de référé statue dans les conditions prévues à l'article [R. 1455-12](#).
- Sa décision se substitue aux éléments de nature médicale mentionnés au premier alinéa qui ont justifié les avis, propositions, conclusions écrites ou indications contestés.
- Le médecin du travail informé de la contestation n'est pas partie au litige. Il peut être entendu par le médecin-expert.

définition

- L'article 484 du code de procédure civile offre une très riche définition :
- L'ordonnance de référé est une **décision provisoire** rendue à la demande d'une partie, **l'autre présente ou appelée**, dans les cas où la loi confère à un **juge qui n'est pas saisi du principal**, le pouvoir d'ordonner immédiatement les **mesures nécessaires**

définition

- Commune à l'ensemble des sections et dotée de pouvoirs similaires à ceux des juges des référés des autres juridictions de l'ordre judiciaire, **la formation de référé prud'homal permet aux parties d'obtenir rapidement une décision provisoire, exécutoire de plein droit à titre de provision bien que dénuée d'autorité de chose jugée au principal (Soc. 1er avr. 2008, no 07-40.114 , RJS 2008. 526, no 653).**

Formation obligatoire

- **Chaque conseil de prud'hommes comprend une formation de référé. Cette obligation résulte des articles L1423-1 et R1455-1 du code du travail.**
- Avant la réforme de 1979, la formation de référé était facultative, elle était laissée à l'appréciation de chaque conseil de prud'hommes.

Formation paritaire

- La formation de référé est composée d'un conseiller prud'homme salarié et d'un conseiller prud'homme employeur (C. trav., art. R. 1455-1)

Désignation

- Les conseillers sont élus par éléments, c'est à dire : les employeurs par les employeurs et les salariés par les salariés. Chaque collège procède en son sein à une élection au scrutin secret.
- Aux deux premiers tours, il est exigé une majorité absolue des membres présents. Au troisième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrage, le conseiller le plus ancien en fonction est élu. Si deux candidats ont un temps de service égal, la préférence est accordée au plus âgé

Formation paritaire

- La formation de référé est composée d'un conseiller prud'homme salarié et d'un conseiller prud'homme employeur (C. trav., art. R. 1455-1)

présidence

- la présidence des audiences est assurée par alternance .
- **Article R1455-3** (Créé par Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V))

La présidence des audiences de référé est assurée alternativement par un conseiller prud'homme employeur et par un conseiller prud'homme salarié dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

nombre

- Le nombre et la désignation des conseillers appelés à tenir les audiences de référé sont déterminés chaque année par l'assemblée générale du conseil de prud'hommes de manière à assurer, selon un roulement établi par le règlement intérieur, le service des audiences (C. trav., art. R. 1455-2, al. 2)

Pouvoirs

- - Dans tous les cas d'urgence, la formation de référé peut, dans la limite de compétence des conseils de prud'hommes, ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend (C. trav., art. R. 1455-5).
- **Les demandes fondées sur cet article supposent donc la réunion de DEUX CONDITIONS CUMULATIVES, la première tenant à l'urgence de la situation et la seconde à la nature de la mesure sollicitée.**

Pouvoirs

- - il y a urgence toutes les fois qu'un retard dans la décision qui doit être prise serait de nature à compromettre l'intérêt du demandeur.
- Il s'agit d'une question de fait appréciée souverainement par les juges des référés (Soc. 13 déc. 1972, Bull. civ. V, no 683).

Mesures conservatoires ou de remise en état.

- - La formation de référé peut aussi prescrire les **mesures conservatoires ou de remise en état** qui s'imposent, soit pour prévenir un **dommage imminent**, soit pour faire cesser un **trouble manifestement illicite** (C. trav., art. R. 1455-6).

Procédure.

- - L'article R. 1455-9 du code du travail prévoit des dispositions spécifiques à la procédure de référé prud'homal s'agissant uniquement des modalités d'introduction de la demande et de la date des audiences de référé.
- Pour le reste, l'article R. 1455-10 du code du travail renvoie aux principales dispositions communes à toutes les formations de référé des juridictions civiles, à savoir les articles 484, 486 et 488 à 492 du code de procédure civile.

Caractéristiques de l'ordonnance.

- **Absence d'autorité de la chose jugée.**
- - L'ordonnance de référé prud'homal obéit au régime de droit commun des ordonnances de référé. Elle a un caractère provisoire (C. pr. civ., art. 484) et n'a pas, au principal, autorité de la chose jugée (C. pr. civ., art. 488, al. 1er).
- 637. Dès lors, le juge des référés ne peut prononcer de mesures qui seraient par nature irréversibles telles que la résiliation du contrat de travail d'un salarié (Soc. 13 mai 2003, no 01-17.452 , Bull. civ. V, no 161).

Caractéristiques de l'ordonnance.

- **Absence d'autorité de la chose jugée.**
- Les juges du fond ne sont par ailleurs pas liés par les termes de l'ordonnance et conservent toute leur liberté d'appréciation du litige. Les décisions des juges du fond qui s'appuieraient sur la motivation retenue par le juge des référés encourent la cassation (Soc. 25 mai 1994, no 90-45.913)

Caractéristiques de l'ordonnance.

- Les juges du fond ne sont par ailleurs pas liés par les termes de l'ordonnance et conservent toute leur liberté d'appréciation du litige

Caractéristiques de l'ordonnance.

- **Exécution de plein droit.**
- - L'alinéa 2 de l'article 514 du code de procédure civile, applicable en matière prud'homale, dispose que l'ordonnance du juge des référés est exécutoire de plein droit à titre provisoire.

Caractéristiques de l'ordonnance.

- Caractère contradictoire
- **Le référé s'appuie sur une procédure contentieuse contradictoire, menée « à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée » (C. pr. civ., art. 484).**

Caractéristiques de l'ordonnance.

- **Elle doit impérativement être motivée**
- Encourt la cassation pour violation de l'article 455 du code de procédure civile l'ordonnance de référé qui ne contenant aucune indication sur les éléments du litige et les moyens des parties, condamne l'employeur à payer des sommes à titre de rappel de salaire en se bornant à citer divers articles d'une convention collective et leur contenu sans procéder à leur application aux données du litige (Cass.Soc. 19/7/94 Cah Prud'homaux 95 n°3 page 44).

Il existe deux modes de saisine de la formation de référé.

-
- La formation de référé peut être faite :
- **En application des articles R1455-9 et suivants du code du travail**
- **En application de l'article 145 du code de procédure civile**

Procédure de référé.

- **Article R1455-9** créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)
La demande en référé est formée par le demandeur soit par acte d'huissier de justice, soit dans les conditions prévues à l'article [R. 1452-1](#).
Lorsque la demande est formée par acte d'huissier de justice, une copie de l'assignation est remise au greffe, au plus tard la veille de l'audience.
Lorsque la demande est formée dans les conditions prévues à l'article R. 1452-1, les dispositions des articles [R. 1452-2](#) à [R. 1452-4](#) sont applicables.
- **Article R1455-10** Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)
- Les articles [484,486](#) et [488 à 492 du code de procédure civile](#) sont applicables au référé prud'homal.
- **Article R1455-11** Créé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)
Le délai d'appel est de quinze jours.
L'appel est formé, instruit et jugé conformément aux articles [R. 1461-1](#) et [R. 1461-2](#).

Application de l'article 145 du cpc.

- Le Code de procédure civile permet d'obtenir ou de préserver, sous le contrôle du juge, les preuves utiles dans un procès. Ainsi, l'article 145 CPC dispose que : « *S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé sur requête ou en référé* »

Application de l'article 145 du cpc.

- Le juge des référés est compétent pour ordonner à la demande de tout intéressé une mesure d'instruction s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige. Le salarié a un intérêt légitime à solliciter une mesure d'instruction lorsque l'employeur est le seul à détenir des pièces permettant éventuellement au salarié d'étayer une demande fondée sur une discrimination syndicale.

Application de l'article 145 du cpc.

- ● La procédure prévue par l'article 145 du code de procédure civile n'est pas limitée à la conservation des preuves et peut aussi tendre à leur établissement.
- C'est donc dans l'exercice de son pouvoir souverain qu'une cour d'appel, qui n'était pas tenue de caractériser la légitimité de la mesure au regard des différents fondements juridiques de l'action en vue de laquelle elle était sollicitée, a retenu qu'une partie justifiait d'un motif légitime à obtenir la communication de documents lui permettant d'apprécier l'importance des manquements imputés à une autre partie avant d'engager une action en responsabilité à son encontre (2ème Civ. – 6 novembre 2008. N° 07-17.398 BICC 698 N°403).

Application de l'article 145 du cpc.

- ● L'employeur ayant la charge de rapporter la preuve que le salarié dont il envisage la mise à la retraite anticipée, en application des stipulations d'une convention collective l'y autorisant, remplit les conditions pour bénéficier d'une retraite à taux plein et cette preuve ne pouvant résulter que d'un relevé de carrière que le salarié est seul à pouvoir détenir, il existe un motif légitime, au sens de l'article 145 du code de procédure civile, d'ordonner la communication de ce document. Viole ce texte, ainsi que l'article 9 du code civil, la cour d'appel qui refuse d'ordonner cette communication aux motifs qu'il comporte des éléments relatifs aux salaires de l'intéressé et relève de la vie privée. (Soc. – 13 mai 2009. N° 08-41.826. – BICC 710 N°1405).

Application de l'article 145 du cpc.

- ● L'existence d'un litige potentiel, qui ne constitue pas une condition de recevabilité de la demande formée en application de l'article 145 du code de procédure civile mais une condition de son succès, s'apprécie à la date à laquelle le juge statue.
(Cass.3ème Civ. – 8 avril 2010. N° 09-10.226. – BICC727 N°1337).

Application de l'article 145 du cpc.

- Le respect de la vie personnelle du salarié et le secret des affaires ne constituent pas en eux-mêmes un obstacle à l'application des dispositions de l'article 145 du code de procédure civile, dès lors que le juge constate que les mesures demandées procèdent d'un motif légitime et sont nécessaires à la protection des droits de la partie qui les a sollicitées.
- La procédure prévue par l'article 145 du code de procédure civile n'étant pas limitée à la conservation des preuves et pouvant aussi tendre à leur établissement, c'est dans l'exercice de son pouvoir souverain qu'une cour d'appel a retenu que les salariés justifiaient d'un motif légitime à obtenir la communication de documents nécessaires à la protection de leurs droits, dont seul l'employeur disposait et qu'il refusait de communiquer. (Soc. – 19 décembre 2012. N° 10-20.526 et 10-20.528)